



CONNEXIONS DIRECTES



Bulletin du Syndicat National des Activités Postales et des Télécommunications
de la Confédération Nationale des Travailleur·euses - Solidarité Ouvrière

LA POSTE EN DANGER !

Un rapport d'information, présenté par la Commission des Finances, de l'Économie générale et du Contrôle budgétaire à l'Assemblée nationale, analyse en profondeur les missions de service public de La Poste et propose des recommandations pour assurer soi-disant leur pérennité face aux évolutions économiques, sociales et technologiques. Le lien pour le consulter : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/cion_fin/l17b2997_rapport-information

Voici une synthèse et notre analyse autour des principaux enjeux et recommandations du rapport :

Face à la détérioration de l'équilibre financier de La Poste depuis 2021, en raison notamment de la chute des flux de courrier, non totalement compensée par la hausse des petits colis, nous exigeons des mesures concrètes pour préserver le service public postal et ses missions sociales et territoriales.

Nous revendiquons :

- Une reconnaissance financière renforcée pour le maintien et le développement des missions de service public, en particulier celles liées à l'aménagement du territoire et à l'accès bancaire pour les publics fragiles, qui sont essentielles mais dont le financement doit être stabilisé et augmenté.
- Une réorganisation du réseau postal qui garantisse la soutenabilité à long terme tout en maintenant un service de proximité accessible à toutes et à tous, en concertation avec les salarié·es.
- Une réforme législative permettant de stabiliser le modèle économique de La Poste, en adaptant le cadre juridique aux enjeux actuels, et en assurant la pérennité de ses missions de service public.
- Une valorisation du rôle social de La Poste en renforçant ses moyens pour continuer à assurer ses missions d'aménagement du territoire et de solidarité bancaire dans un contexte économique difficile.

1 - Le service universel postal

La baisse du volume de courrier met en péril la viabilité financière du service universel, essentiel pour garantir l'égalité d'accès à la poste sur tout le territoire.

Nos revendications :

- La nécessité de garantir un financement suffisant et pérenne pour maintenir un service de qualité.
- La défense d'un réseau postal territorial dense, même si cela implique des investissements publics ou une compensation renforcée.
- La crainte que la logique de réduction des coûts n'affecte la qualité de service et la présence dans les zones rurales ou difficiles.



2 - L'aménagement du territoire

La forte baisse d'activité oblige à repenser le maillage territorial, notamment en s'appuyant sur des contrats avec l'État et les collectivités locales.

Nos revendications :

- La nécessité de préserver une présence physique significative pour éviter la désertification des territoires.
- La demande d'une meilleure gouvernance et d'une gouvernance participative, intégrant davantage les représentants des usagers et des salariés.
- La critique d'un financement insuffisant et d'un pilotage centralisé qui pourrait limiter la capacité d'adaptation locale.

3 - La mission bancaire

La mission d'accessibilité bancaire, vitale pour les publics fragiles et les territoires isolés, doit être maintenue et stabilisée financièrement.

Nos revendications :

- La défense d'un service bancaire universel, accessible, gratuit ou à faible coût, en évitant toute réduction de l'offre.
- La valorisation de l'accompagnement humain, souvent essentiel pour les publics vulnérables.
- La crainte que la digitalisation accélérée ne réduise l'accès pour certain-es usager-es, notamment les plus fragiles.

4 - Les missions de presse et colis

La mission de distribution de presse est en crise, et le soutien à la filière colis devient stratégique pour équilibrer les comptes. Rappelons qu'en juillet 2025 la Poste a supprimé le tarif préférentiel pour les envois culturels, livres, à l'étranger, ce qui constitue une entrave aux échanges culturels sur le plan international.

Nos revendications :

- La nécessité d'un soutien public accru à la presse pour préserver la pluralité et la diversité.
- Le développement du marché du colis, tout en prenant en compte les enjeux sociaux et écologiques.
- Non à la Refonte de la loi postale
- Maintien d'un réseau territorial dense, avec des adaptations graduelles pour faire face à la baisse du courrier.
- Valorisation des missions sociales (accessibilité bancaire, France Services) comme éléments essentiels du service public, avec un financement stable.
- Respect des salariés et des conditions de travail : toute évolution doit garantir la pérennité de l'emploi et de bonnes conditions de travail, notamment dans un contexte de réduction d'activité.

Conclusion

Ce rapport sert l'idée d'un changement radical des missions de La Poste en tant qu'opérateur de service public. Nous devons revendiquer et lutter pour que la réforme législative et la réorganisation du réseau ne sacrifient pas la qualité du service, la proximité et les conditions de travail. La défense des missions sociales et territoriales doit rester une priorité, avec un financement adapté.

CNT-Solidarité Ouvrière Syndicat National des Activités Postales et des Télécommunications

☎ 06 02 34 06 29

✉ poste-telecom@cnt-so.org

🦋 cntso-postales.bsky.social

✖ so_postales

🌐 cnt-so.org

📍 CNT-SO Syndicat Poste, Maison des syndicats, 6 rue de la Chapelle, 95310 Saint-Ouen l'Aumône

Bulletin d'adhésion

A renvoyer par courrier ou par email (adresse ci-dessus).

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :